

CIBLE

Paradoxes

Nous avons naguère souligné un étrange paradoxe : la loi du marché oblige les patrons à compresser au maximum les salaires de leurs employés et elle contraint les mêmes patrons à dilater au maximum leurs propres émoluments ! Deux mécanismes, pour un seul système ultra-concurrentiel...

Mais il y a aussi deux modes de compassions. Venu assister à l'ouverture d'un Restaurant du cœur, le 8 décembre dernier, M. Raffarin a exprimé sa compassion pour les pauvres (dont il accroît le nombre) et incité les braves gens de France à la solidarité.

Après cette émouvante homélie, le Premier ministre a manifesté sa compassion pour le malheureux François Pinault, qui se débattait dans l'affaire *Executive Life*.

Efficace sollicitude ! Aux termes de l'accord conclu avec la justice américaine, les Français devront verser 770 millions de dollars pour éviter un procès pénal. C'est cher payé, mais François Pinault est partie prenante du marchandage, comme le souhaitait l'Élysée dans son infinie bonté.

Compassion verbeuse pour la France d'en bas. Compassion active pour les hautes classes. C'est là un beau sujet de méditation pour la fin de l'année.

BRUXELLES

La fin des illusions

Économie

Leçons américaines

p. 6/7

Proche-Orient

L'utopie de Genève

p. 5

La condition monarchique de la démocratie

Très actif dans tous les domaines depuis son installation à Belgrade, le prince Alexandre multiplie les interventions publiques depuis l'aggravation de la crise politique en Serbie.

Une troisième élection présidentielle invalidée faute d'un nombre suffisant d'électeurs en novembre, des élections législatives (le 28 décembre) qui se préparent dans une période de décomposition politique et d'écœurement généralisé : la Serbie est entrée dans une nouvelle crise politique, gravissime (1).

A Belgrade, le prince Alexandre de Yougoslavie et la princesse Catherine sont libres de manifester, depuis la chute de Slobodan Milosevic, leur très active présence dans tous les domaines de la vie nationale : leur souci est d'apaiser les conflits, de rassembler les énergies dans un esprit d'unité, de plaider par leurs initiatives en faveur du développement économique et du progrès social dans leur patrie terriblement traumatisée et appauvrie.

Le prince Alexandre a intensifié son action depuis la mi-

novembre. Pour lui, la question primordiale est celle de la stabilité institutionnelle comme il l'a déclaré le 20 novembre au quotidien *Vecernje novosti* : c'est cette stabilité qui garantit la sécurité - condition indispensable de la vie démocratique et du progrès dans tous les domaines.

Face au chaos, le prince Alexandre n'hésite pas à proposer en termes très directs le régime politique qu'il a été préparé toute sa vie à servir et à incarner - lui qui se présente comme « le descendant de ceux qui ont fièrement créé ce pays avec leur peuple et pour le peuple ». Il va sans dire qu'une monarchie démocratique ne saurait être imposée. Dans un entretien accordé le 23 novembre au magazine *Dnevnik* de Novi Sad, le prince précise que la ré-installation de la monarchie suppose que le parlement démocratiquement élu soit réuni et qu'une constitution soit

adoptée. Ceci en référence aux monarchies démocratiques qui existent dans l'Union européenne, mais aussi au Canada, au Japon, en l'Australie - tous pays où le monarque règne afin de maintenir l'unité et la continuité dans le respect de toutes les religions et de toutes les ethnies, et où le gouvernement, démocratiquement élu, gouverne.

De nombreux journaux quotidiens ont reproduit les déclarations du prince Alexandre : ainsi *Balkan*, *Politika*, *Blic*, et fait écho à la lettre du patriarche Pavle qui, au nom de l'Église serbe, s'est prononcé pour une monarchie constitutionnelle.

Très remarqué aussi, l'article publié le 5 décembre dans le magazine *Nin* par un académicien, M. Matija Beckovic qui situe la question de la monarchie au-delà des polémiques entre monarchistes et antimonarchistes : à la veille du deuxième centenaire de

l'avènement de la dynastie des Karageorgevitch - renversée par un coup de force communiste, donc dans des conditions d'illégalité manifeste - observe-t-il en substance, la Serbie n'a plus de gouvernement, de parlement, de président de la République, ni même de drapeau. Aussi, la ré-institution de la monarchie royale apparaît-elle comme le moyen pour le peuple de retrouver une identité qu'il a perdue et de redonner un point d'équilibre à la vie politique car il est littéralement insensé de se situer à la droite ou à la gauche du centre quand le centre a disparu.

Pour les Serbes, le choix capital n'est pas entre la république et la monarchie, ni entre divers partis politiques : il s'agit d'échapper à l'alternative funeste entre la tyrannie et le néant, au néant qui suit la tyrannie, à la nouvelle tyrannie qui risque de surgir du chaos. La monarchie représente cette issue possible, dans le lien renoué avec la fondation de la Serbie comme royaume.

A en croire les réactions à un récent débat télévisé sur la chaîne publique RTS, le projet monarchique semble rencontrer un large écho dans la population serbe.

Yves LANDEVENNEC

(1) cf. l'éditorial du numéro 827 de *Royaliste* : « Crise en Serbie ».

NB : pour recevoir par courrier électronique les déclarations (en Anglais) du prince Alexandre et les principaux articles consacrés à la monarchie, cf. le site www.royalfamily.org

royaliste ♦

SOMMAIRE : p.2 : La condition monarchique de la démocratie - p.3 : Le voile des réalités - La parodie d'un cliché - p.4 : Juan Carlos I^{er}, un anniversaire - p.5 : L'utopie de Genève - p.6/7 : Leçons américaines - p.8 : Épées - L'épreuve du nihilisme - p.9 : A propos de Carl Schmitt - p.10 : L'île - L'abbé Mugnier - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Échec à Bruxelles.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,

75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (46 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le voile des réalités

C'est toujours la même histoire : la grande presse d'information ne cesse de déformer la réalité, sans intention idéologique particulière.

Il y a le discours élogieux que les grands médias tiennent sur eux-mêmes : celui du regard objectif sur les faits. Et puis il y a le jugement, tout aussi objectif, que les journalistes portent sur le travail qui leur est demandé : la réalité doit être conforme à l'idée que s'en font les directeurs de l'information. Or les directeurs de l'information veulent qu'on présente la réalité que « les gens » peuvent comprendre : une réalité simplifiée, imagée, avec des bons et des méchants immédiatement identifiables – comme dans les séries télévisées.

C'est au nom de cette conception, parfaitement méprisante pour un public qu'on suppose bête à manger du foin, qu'on nous présente le conflit des « Bosniaques » contre les « Serbes » comme si ces derniers n'habitaient pas, eux aussi, la Bosnie-Herzégovine. Il n'était pourtant pas difficile de désigner des bosno-serbes et des bosno-musulmans. De même, on oppose les Tchétchènes et les Russes en oubliant de signaler que la Tchétchénie comportait 29 % de citoyens russes avant l'écroulement de la guerre civile. Dans les deux cas, la simplification a conduit à un travestissement de la réalité.

C'est le même schématisme déformant qui a été utilisé pour « couvrir » le débat sur la laïcité. Écrite ou télévisée, la « grande presse » s'est concentrée sur le *Foulard*.

L'affaire du foulard allait-elle susciter une loi sur le foulard ? Telle était la question sans cesse posée et débattue, la mise en scène télévisée du débat sur la laïcité étant illustrée par des fillettes portant le foulard islamique. Même après la publication du rapport de la commission Stasi, on continuait à parler d'une loi sur le voile et *Libération* annonçait une « colère musulmane contre la « loi » Stasi ». Même avec des guillemets, on égare les citoyens lorsqu'on laisse croire qu'un rapport est une sorte de loi (1).

Par ailleurs, les habitués courtois du ministre de l'Intérieur n'ont pas jugé bon de retenir les statistiques qu'il a communiquées à la commission Stasi sur le fameux foulard : « 1 256 jeunes filles voilées, 20 cas difficiles et 4 exclusions ». La modestie des chiffres permettait de préserver la sérénité du débat. Les médias ont préféré durcir les enjeux et réduire la question des signes religieux et politiques au port du voile.

Qu'on ne crie pas à la manipulation de l'opinion. Il s'agit d'inculture, de paresse, de mépris du public – sans oublier l'obsession de la rentabilité.

Annette DELRANCK

(1) Ce numéro a été bouclé avant la déclaration du président de la République sur la laïcité – que nous commenterons dans notre prochain numéro.

La parodie d'un cliché

Chasseurs de charlatans, sachez que d'éminents charlatonologues sont en chasse. Ainsi William Dalrymple dans la *New York Review of Books* du 4 décembre 2003.

Notre chasseur y a rapporté les preuves surabondantes des erreurs manifestes, tartariades, hypothèses farfelues et autres inventions grotesques du Charlatan Suprême – le toujours péremptoire Bernard-Henri Lévy. Nos lecteurs se souviennent que l'ami des grands de ce monde (l'intègre François Pinault par exemple) et des humanistes balkaniques (le défunt Izetbegovic, seigneur islamiste de Sarajevo) avait publié une étrange enquête sur les assassins de Daniel Pearl. Le médiatique produit puait l'arnaque aussi fort que la caque sent le hareng mais les nombreux amis et les clients de BHL y étaient allés de leur compliment et nous enragions de ne pas avoir les moyens d'une contre-enquête.

Grâce au *Monde diplomatique*, qui a eu la bonne idée de publier un condensé de l'article paru dans la prestigieuse revue new-yorkaise, un très vaste public découvre ce mois-ci (1) à quel point le sémillant milliardaire s'est moqué du monde.

La vérité éclate grâce à un journaliste américain, qui a voyagé et écrit sur le Pakistan pendant dix-sept ans et qui s'indigne en des termes beaucoup plus violents que les nôtres. Pour William Dalrymple, « Qui a tué Daniel Pearl ? constitue une véritable insulte à la mémoire d'un journaliste de qualité qui refusait d'accepter les stéréotypes ethniques grossiers dans lesquels se complaisait Bernard-Henri Lévy ».

Après l'assassinat de l'envoyé du *Wall Street Journal*, il eût été décent de garder le silence jusqu'à ce que sa veuve décide de le rompre.

En rendant hommage à Mariane Pearl et en saluant le « récit parfaitement maîtrisé » qu'elle vient de publier (2), William Dalrymple fait apparaître, sans mot dire, l'atroce goujaterie du dilettante germanopratin. Mais le journaliste américain pointe avec une précision toute professionnelle la nullité du « romanquête » béhachélien : informations fausses, connaissance « particulièrement défaillante » de la géographie de l'Asie du Sud et « ignorance » de la vie politique des pays dont il parle ; transformation de ragots en faits sans la moindre production de preuves ; descriptions hallucinées et mise en scène pompeuse du personnage jouant à l'enquêteur. « *A certains moments, cette farce tourne même à la parodie du cliché de la vanité prêtée aux Français* » écrit William Dalrymple.

Le jugement est sans appel. Il n'empêchera pas Bernard-Henri Lévy de débâter par tout où il y a des caméras.

Colonel SPONZ

(1) *Le Monde diplomatique* - décembre 2003 : « Le douteux bricolage de Bernard-Henri Lévy ».

(2) Mariane Pearl, « *Un cœur invaincu : la vie et la mort courageuse de mon mari Daniel Pearl* », Plon, 2003, prix franco : 20 €.

Juan Carlos I^{er}, un anniversaire

En Espagne, commémorations, colloques, et réflexions de fond se succèdent. Le pays célèbre ce mois-ci le vingt-cinquième anniversaire de sa constitution, en saluant le consensus politique qui avait facilité l'accession à la démocratie, de même que le rôle fondamental d'une monarchie, aujourd'hui unanimement respectée.

Le 27 décembre 1978, Juan Carlos I^{er} d'Espagne apposait sa signature au bas du texte constitutionnel adopté vingt et un jours plus tôt par 88 % des électeurs espagnols. Le roi entérinait une évolution qui mettait fin à trois années d'incertitude politique.

Certes, depuis la nomination de jeunes technocrates aux postes clefs du gouvernement, à la tête desquels se retrouvait Adolfo Suarez, le souverain ne gouvernait déjà plus vraiment. Mais il avait effectivement exercé la réalité du pouvoir, avec tout le poids des responsabilités qui y sont liées, durant les quelques semaines qui avaient suivi la mort du vieux dictateur Franco, dont il avait été nommé « *successeur à titre de roi* ». Se retrouvant dans une situation unique, pour un souverain européen de l'époque, il avait même avoué que « *l'expérience [lui] manquait* » (1). Dès son premier discours, cependant, quelques phrases libératrices adressées par le « *roi de tous les Espagnols* », lui avaient assuré la sympathie de tous ceux qui voulaient, et ils étaient majoritaires, que la Transition politique se fit pacifiquement.

L'histoire de l'Espagne, pays « brûlé » par ses passions pendant deux siècles, n'annonçait pas nécessairement un règne pacifique. Dès le début du XIX^e siècle, sous l'influence de l'esprit des Lumières, la monarchie avait perdu sa crédibilité. Elle était ensuite tombée, au milieu du siècle,

dans les déchirements de la question carliste, qui opposait l'héritier mâle puîné des Bourbons à Isabelle II, fille légitime du souverain disparu. A la fin du XIX^e siècle, et dans le premier quart du XX^e, son acceptation des gouvernements autoritaires qui dirigeaient alors maladroitement le pays, n'a pas servi sa réputation, l'abdication d'Alphonse XIII en 1931 semblant devoir signifier le discrédit complet de l'institution.

Juan Carlos ne peut donc compter que sur sa propre expérience, pour se forger un caractère, et, bien davantage, un rôle pour sa dynastie restaurée. La constitution qui vient d'être adoptée rapproche désormais son statut de ceux des autres souverains constitutionnels d'Europe. Le roi est « *chef de l'État* », « *chef des armées* », et assure le « *haut patronage des Académies Royales* ». Il est « *proclamé devant les Cortes* », c'est-à-dire la réunion des deux assemblées législatives du pays, le Congrès des Députés et le Sénat. Son héritier, qui « *porte le titre de Prince des Asturies* », prête le même serment que lui de fidélité à la constitution, à sa majorité. Ses interventions dans la vie politique ordinaire se limitent à la nomination du « *Président du gouvernement* », l'équivalent du Premier ministre britannique. (2)

Tout est dit d'ailleurs, dans cette comparaison. Beaucoup s'attendent, en 1978, à ce que le roi, ne devienne que l'incarnation d'une institution

dépassée, peut-être réduite, avant d'être condamnée par les parfums mortels des choses surannées. Il n'en sera rien. La Transition démocratique est longue. Les historiens hésitent à fixer l'échéance avec précision : soit 1978, soit 1982, année qui voit l'arrivée des socialistes au pouvoir - certains même la repoussent à 1996, lorsque les forces conservatrices, à nouveau intégrées dans le jeu démocratique, gagnent les élections législatives. Mais le roi a déjà assuré l'essentiel du point de vue de la stabilisation des institutions, l'acte le plus important étant la reconnaissance des Autonomies des Communautés formant l'Espagne, ce pays qui n'a jamais été centralisé, en dehors de la période de la libérticide dictature franquiste. Le Pays basque, la Catalogne, l'Andalousie, et la région de Valence ont leur propre gouvernement, le gouvernement de Madrid ne gardant que les plus éminents des pouvoirs régaliens.

La personnalité du roi fait le reste dès lors, et semble assurer la monarchie espagnole d'une stabilité qu'elle n'avait jamais connue. Vingt-cinq ans après, les langues se délient, les portraits, par les plus proches de ses ministres se font plus précis. L'un d'entre eux le décrit prenant un chef militaire par le bras, durant une réception au palais royal de Madrid, pour aller lui présenter le secrétaire général du parti communiste espagnol, dont le rôle fût lui aussi crucial, pour la Transition. Tous ceux qui témoignent, ces jours-ci, dans

les plus grands journaux de la presse espagnole, louent son humanité, sa droiture et sa modestie, le grand journal de gauche *El País*, louant même la profonde simplicité de ce « *Roi qui a fait oublier qu'il était Roi* ».

Tout a été dit sur les qualités de la Famille royale qui l'entoure, sur l'attitude de la reine, décrite par le souverain lui-même comme une « *grande professionnelle* », sur la simplicité de l'existence qu'elle mène quotidiennement, même dans sa fonction de représentation. Détachée justement des fastes surannés, on la croise aux sports d'hiver ou en vacances à Majorque. Les mariages des Infantes, et, bientôt, celui du prince héritier, se font sans références à d'anciennes règles que la politique n'exige plus.

De fait, la jeune génération de la monarchie se trouve de plain-pied dans l'Espagne du XXI^e siècle, et ce n'est pas la moindre des réussites d'un grand monarque. Le 27 novembre dernier, pour lancer la série des commémorations des vingt-cinq années de la constitution, le prince héritier Felipe a présidé une réunion commune des deux plus grandes centrales syndicales du pays, la CCOO d'inspiration communiste et l'UGT, plutôt proche des socialistes, qui invitaient pour la première fois un membre de la Famille royale. L'objet du discours du Prince des Asturies était l'ouverture de la société espagnole à l'immigration, aux « *conséquences positives et enrichissantes* ». Quel meilleur porte-parole pour une nation ?

Christophe BARRET

(1) Cf. les entretiens accordés par le roi à José Luis de Vilallonga, pour sa biographie, *Le roi*, Fixot, 1991 (malheureusement épuisé). Plus récent, mais seulement disponible en anglais et en espagnol, Paul Preston, *Juan Carlos, el rey de un pueblo*, 2003, Editions Plaza y Janés (Espagne). L'auteur insiste sur le double enjeu, à chaque fois politique et personnel, des relations entre le prince, son père et Franco.

(2) Le texte de la constitution espagnole est mis à disposition par l'ambassade d'Espagne : www.perso.wanadoo.fr/ambassade.Espagne/constitution/constitution.htm

Le Titre I, intitulé « *droits et devoirs fondamentaux* » est à lire pour son caractère presque exhaustif.

L'utopie de Genève

Un banquier suisse vient d'acheter le dernier projet de règlement de paix au Proche-Orient. Tout le monde applaudit, sauf les principaux intéressés.

Dans un conflit où les perceptions et représentations ont toujours plus ou moins occulté les réalités, l'initiative de Genève atteint un sommet dans la virtualité. Elle agit au premier niveau ; en Israël elle vise à remobiliser le camp de la paix ou ce qu'il en reste ; à travers le monde elle permet de redorer l'image du juif, réconforter les diasporas et combattre l'antisémitisme latent sous couvert de l'antisionisme. Le Tout-Hollywood et le Tout-Paris apprécient.

Au second niveau, c'est-à-dire sur le fond des choses, elle n'avait d'autre ambition que de terminer le travail de camp David et de Taba (juillet 2000/janvier 2001). Elle présente deux avancées supposées équilibrées : une approche fine du problème des réfugiés palestiniens, une présence internationale au Haram ash-Sharif (Mont du Temple/Esplanade des Mosquées).

On pourrait discuter des termes de l'accord : pourquoi ne pas avoir étendu la présence internationale à tous les lieux saints, spécialement chrétiens ? Pourquoi être resté en deçà des échanges de territoires prévus à Taba et avoir maximisé le rapatriement des « colonies juives » ? Pourquoi avoir été le plus loin possible dans la séparation étatique et ethnique ? Mais ceci, décisif dans l'ordre des fins, est second dans l'ordre des moyens.

L'objection immédiate que Palestiniens et Israéliens, dans leur majorité, opposent à l'initiative est de faire croire que rien ne s'est passé au cours des trois dernières années ou de faire comme si. Les auteurs répondent qu'il y a la « feuille de route » dont l'objet est précisément de prendre les dispositions nécessaires pour revenir à l'état de choses *ante*. Mais comment fait-on pour reculer les aiguilles d'une horloge surtout si cette horloge commande une bombe à retardement ? Peut-on remonter le temps ? Remettre Clinton et Carter en place à la Maison Blanche, Barak ou Peres à Jérusalem ? Ressusciter Rabin ? Que feraient-ils qu'ils n'aient pas déjà fait ?

La présentation d'un accord virtuel, loin de favoriser l'application de la « feuille de route », va la compliquer sinon la contrarier. Elle fait croire aux Palestiniens que les Israéliens sont prêts aux mêmes concessions que M. Yossi Beilin. Un sondage fait état de 31 % d'approbations et de 32 % d'indécis. Elle fait croire aux Israéliens que la relève de Yasser Arafat existe et qu'elle est prête à signer cet accord. Ce n'est pas là l'affaire de sondages mais d'autorité politique. Les parties à l'accord dans toutes les négociations y compris à Genève ne sont pas les deux peuples, mais l'État d'Israël et l'OLP, pas même l'Autorité palestinienne. On peut certes imaginer une situation dont les protagonistes ne seraient plus Yasser Arafat et Ariel Sharon.

Ce ne seraient toutefois pas Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo. Ce seraient plus vraisemblablement Bibi Netanyahu et Marwan Barghouti. Le seul accord de paix possible, au sens d'applicable, serait aujourd'hui un accord intérimaire conçu entre deux dirigeants « réalistes » et bénéficiant d'une légitimité dans leur camp. Préférer l'utopie à la paix c'est la meilleure recette pour une reprise des hostilités. Au contraire l'adage de la sagesse des nations demeure : « *Si vis pacem para bellum* ».

Les acteurs de l'initiative de Genève ont certainement cette conscience aiguë du pire qui peut arriver tant à Israël qu'aux Palestiniens. C'est tout à leur honneur d'avoir utilisé les moyens qui s'offraient à eux. Mais c'est aussi un aveu d'échec et d'impuissance à l'intérieur de leur milieu d'origine. Ils ont pensé qu'ils pourraient reprendre leur combat en s'appuyant sur les opinions publiques en Europe et aux États-Unis, y compris les diasporas juives. Ils ont indéniablement marqué un point. Mais l'effet inverse est attendu tant en Israël que parmi les Palestiniens. Il reste à espérer que la réaction ne sera pas seulement négative et haineuse mais positive et réaliste et qu'une alternative sera présentée, non par les extrêmes des deux bords qui en sont bien sûr incapables, mais par les politiques sur les bords des extrêmes. Ce sont eux qui portent la responsabilité de la paix ou d'une paix possible, par rapport à la paix souhaitable mais impossible car irresponsable.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AUTRICHE** – Dans une conférence très remarquée qu'il a prononcée le 28 novembre à Bregenz sur le thème de « L'Union européenne et le monde islamique » Otto de Habsbourg s'est fait le vibrant avocat de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Il estime que pour « protéger la paix, le calme et plus spécialement la sécurité » en Europe nous devons utiliser « un grand facteur de paix. Cette paix c'est la Turquie ». Élargissant son propos à l'Islam il a déclaré : « Nous devons poursuivre plus de dialogues et nous efforcer beaucoup plus de nous comprendre. (...) Il n'y a pas de guerre des cultures, mais justement une convergence que nous devons rechercher ».

♦ **ITALIE** – Le prince Emmanuel-Philibert de Savoie a été victime, en se rendant à son travail, d'un sérieux accident de moto. Il souffre de fractures multiples et a été hospitalisé à l'Hôpital cantonal de Genève. Lui et son épouse Clotilde Courau attendent la naissance imminente d'un enfant et ils avaient souhaité qu'il naisse en Italie « nous voulions qu'il naisse à Rome sur le sol italien. Pour l'avenir. Par devoir. Pour le futur. Malheureusement, maintenant, ce n'est plus possible » a déclaré la future mère.

♦ **PAYS BAS** – La princesse Maxima, épouse du prince héritier des Pays-Bas, Willem-Alexander, a donné naissance à une petite fille qui a été prénommée Catharina-Amalia. Le nouveau-né prend la seconde place dans l'ordre de succession au trône des Pays-Bas après son père.

♦ **IRAK** – La voix des partisans de la monarchie a commencé à se faire entendre en Irak, plus particulièrement dans les provinces sunnites où l'on estime que son retour éviterait au pays une guerre civile. Ainsi un chef de tribu, Nayeef Rachid a affirmé : « La monarchie est un régime plus sûr et engendre moins de tension. Au moins, elle empêche des manifestations de populisme et d'allégeance partisane ». C'est également l'opinion de Khaled Ahmad, imam d'une mosquée de Falloujah qui déclare « Seul un régime monarchique constitutionnel convient à l'Irak ». Les sunnites, démographiquement minoritaires, craignent en effet d'être éliminés du futur gouvernement. La royauté – le prétendant chérif Ali ben Hussein étant sunnite – garantirait un équilibre si les chiites détenaient les pouvoirs législatifs. Chérif Ali, depuis son retour, a multiplié les déclarations en ce sens : « Le retour de la monarchie est la seule garantie de l'unité du pays (...) la seule capable de protéger la Constitution » et il s'est engagé à plusieurs reprises à « ne favoriser ni une catégorie ni un culte ».

♦ **NORVÈGE** – Le roi Harald V, âgé de soixante-six ans, a été opéré d'urgence d'un cancer et a subi l'ablation de la vessie. En attendant son rétablissement c'est le prince héritier Haakon Magnus qui assure la régence. C'est donc lui, en présence de sa mère la reine Sonia, qui a remis le prix Nobel de la paix à l'Iranienne Shirin Ebadi, première musulmane à recevoir cette prestigieuse récompense pour son combat en faveur des droits de l'Homme.

Joseph Stiglitz est un citoyen américain qui fait honneur à son pays autant qu'à sa discipline. Prix Nobel d'économie, ancien président du *Council of Economic Advisers* à l'époque de Bill Clinton, ancien économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale dont il démissionna pour dénoncer librement ceux qu'il appelle « les fanatiques du marché », Joseph Stiglitz s'est fait connaître en France lors de la traduction de son ouvrage *La Grande Désillusion* qui a obtenu un vif succès. Il prolonge sa critique dans un nouveau livre indispensable à tous les gouvernements en butte aux folies ultra-libérales.

Politique économique

Leçon américaine

Toujours distinguer, sinon opposer, les économistes libéraux et les idéologues de l'ultra-libéralisme, les autorités scientifiques et les essayistes parisiens qui se contentent de recopier des morceaux choisis d'auteurs anglo-saxons du second rayon.

J'avais présenté avec enthousiasme le premier ouvrage de Joseph Stiglitz (1). Son nouveau livre mérite également d'être étudié avec soin par tous ceux qui cherchent à sortir du piège ultra-libéral : les Français et les Européens de l'Ouest mais aussi et surtout les dirigeants des pays de l'Est européen, de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique du Sud qui sont les principales victimes des idéologues du FMI et des banquiers occidentaux.

Cette description précise des « années rugissantes » (2) - celles, frénétiques, de la précédente décennie - sont passionnantes selon quatre points de vue :

- l'ancien conseiller du président Clinton décrit les conflits au sein du gouvernement américain entre les idéologues ultra-libéraux liés aux puissances financières et les démocrates conséquents qui refusaient que l'État soit résorbé dans l'économie de marché. Joseph Stiglitz, économiste libéral qui a le souci du Politique, montre comment et pourquoi les « fanatiques du marché » l'ont presque toujours emporté. Le pragmatisme américain est une illusion : de diverses manières le moteur de la République impériale est idéologique ;

- ce clintonien démontre l'échec économique de Ronald Reagan et de Georges W. Bush par des analyses impitoyables qu'il faut largement diffuser puisque beaucoup en Europe continuent de célébrer un prétendu modèle américain qui

est fallacieusement réduit aux expériences ratées d'un clan républicain lié aux intérêts spécifiques du milieu financier et de quelques groupes industriels ;

- l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale prouve que la globalisation ultra-libérale n'est pas le seul avenir possible de l'humanité, comme on le répète à satiété, mais qu'il y a d'autres perspectives pour les États-Unis et le monde : celles d'un « nouvel idéalisme démocratique » qui mérite d'être discuté avec le plus grand sérieux. On peut par exemple objecter à Joseph Stiglitz que le concept même de « marché » est problématique (3), que le libre échange mondial n'est pas nécessairement la condition d'un développement généralisé... ;

- pour les partenaires des États-Unis, pour les innombrables victimes de ce capitalisme américain qui a « perdu la tête », le livre de Joseph Stiglitz présente un intérêt majeur et immédiat : il donne, expérience faite, la liste des folies à ne plus commettre, des conseils débilés à ne pas suivre et des réformes dont il faut se garder comme de la peste.

Autrement dit : pour critiquer l'ultra-libéralisme, il est mille fois préférable de s'appuyer sur un économiste américain que sur les récriminations de José Bové, anarchiste daté ; pour sortir de la crise mondiale, mieux vaut suivre les conseils d'un libéral convaincu de la nécessité de l'État - plutôt que les billevesées « anti-autoritaires » professées par la majorité des altermondialistes ; pour en finir avec le pragmatisme, rien ne vaut un homme qui a une expérience concrète de la vie économique.

Délaissant avec regret les aspects théoriques du livre de Joseph Stiglitz, je m'en

tiendrai aux leçons pratiques que nous pouvons en retirer.

L'équilibre budgétaire : c'est un dogme qui, dans la plupart des cas, limite la croissance ou empêche le redémarrage de l'activité économique : « ... à court terme, les déficits peuvent être absolument essentiels pour se relever d'une récession - et prolonger une récession à des coûts économiques et sociaux énormes, bien supérieurs à ceux qu'induit l'alourdissement du déficit » (330). Encore faut-il que le déficit public permette de financer des investissements productifs...

La baisse des impôts, présentée par MM. Reagan, Bush et Chirac comme nécessaire à l'innovation, à l'investissement et à l'emploi est un « mythe » cultivé en période électorale à l'intention de tous les publics et appliqué ensuite pour satisfaire les hautes classes. La baisse décidée par Reagan n'a pas augmenté l'épargne, source d'investissements, les effets sur l'offre de travail ont été très limités et la réduction des recettes de l'État a provoqué un énorme déficit budgétaire sans efficacité économique. Cadeau pour les riches, « les réductions d'impôt nourrissent la frénésie » boursière (225). Si l'on souhaite cependant réduire ponctuellement la pression fiscale, il est préférable de choisir les groupes sociaux qui sont effectivement au service de la collectivité : les chercheurs, les ingénieurs tout particulièrement.

La privatisation partielle des retraites réduit la sécurité des retraités mais assure de confortables profits aux sociétés financières qui gèrent les fonds de pension, comme on l'a constaté au Royaume Uni. D'une manière générale, « la réforme des retraites a rendu l'écono-

que S ines

mie plus vulnérable » car elle incite à épargner plus et à consommer moins - ce qui réduit la demande totale.

La confiance est une injonction qui ponctue le discours oligarchique (*Ayez confiance !*) et qui est devenue une étrange donnée statistique (la confiance des consommateurs). Le sophisme consiste à affirmer que le manque de confiance conduit à épargner et que la confiance favorise la consommation - sans qu'on se pose jamais la question du niveau des salaires.

Aux États-Unis comme en Europe, ces homélies n'ont plus aucun sens : les énormes scandales qui ont éclaté ces dernières années (Enron, Arthur Andersen...) prouvent que le capitalisme actuel repose sur le mensonge, le trucage des comptes et le vol. Avec les options sur titre, « les hauts dirigeants volent les actionnaires en abusant de leur naïveté » (165) et dépouillent la grande masse des salariés des gains obtenus grâce à leur productivité : « Dans les années 1990, la rémunération moyenne des hauts dirigeants des entreprises américaines s'est accrue de 442 % en huit ans, de 2 millions à 10,6 millions de dollars (...) En 1998, les directeurs ont gagné 37 % de plus qu'en 1997, le col bleu moyen, 2,7 %. Et chaque année l'écart a été du même ordre. Y compris en 2001, année désastreuse pour les profits et à la Bourse : la rémunération des PDG a augmenté deux fois plus vite que celle du salarié moyen. » (167). Ce serait la moindre des choses que d'établir, pour les hauts dirigeants, un système de rémunération à la performance relative.

La concurrence est un principe que les entreprises américaines (comme les européennes) défendent pour les autres - tout en demandant à l'État une protec-

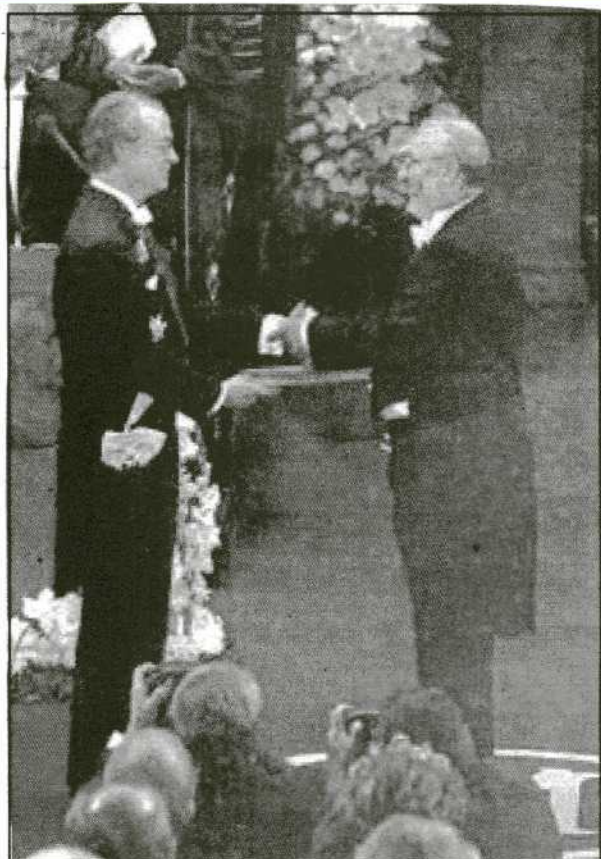
tion maximale pour elles-mêmes. La déréglementation que nous continuons à pratiquer en Europe ne favorise pas la concurrence car les entreprises les plus puissantes cherchent toujours à dominer le marché pour leur profit exclusif. Une concurrence durable réduit en effet les profits à zéro : ainsi, aux États-Unis, dans le domaine de la téléphonie, « tout le monde soulignait l'importance qu'il y avait à être le premier à entrer sur le marché. Les acteurs avouaient ainsi qu'ils ne s'attendaient pas à une concurrence durable. Il y aurait concurrence pour le marché, pas concurrence sur le marché » (137).

Préconiser les privatisations, à l'Ouest comme à l'Est, c'est encourager les prédateurs, aggraver l'injustice sociale et compromettre l'avenir industriel des nations.

L'indépendance de la Banque centrale est un leurre puisqu'elle ne garantit pas la défense de l'intérêt économique général : « Aux États-Unis, le Federal Reserve Board représente un curieux mélange : il est indépendant, mais il est dominé par les intérêts financiers et, en second lieu, par ceux des entreprises. Les voix des salariés et des consommateurs sont inaudibles » (123). Du moins, la Banque centrale américaine est en principe chargée de lutter contre l'inflation et de veiller à la croissance et à l'emploi, alors que la Banque centrale européenne a pour mission de juguler une inflation statistiquement très faible.

L'inflation n'est pas ce mal absolu que les gouvernements sont appelés à éradiquer. Il n'a « jamais été prouvé » qu'« une forte inflation nuit à la croissance économique à long terme » (114) - car il est malhonnête de confondre un taux modéré d'inflation (entre 5 et 10 %) et l'hyperinflation (100 %, 500 %, parfois plus) qui est ruineuse pour la population. Une politique monétaire inflationniste est toujours préférable à la déflation par baisse des salaires et rigueur budgétaire.

La globalisation est une imposture car ce n'est pas le développement mondial qui est recherché par la République impériale. Ce que les gouvernements américains prescrivent au reste du monde, et surtout aux pays pauvres, contredit ce qui est fait aux États-Unis. « Tandis que les autres pays s'efforcent d'éliminer leur déficit commercial et que le Japon et la Chine continuent à avoir d'énormes excédents, l'Amérique a la volonté et les



■ En 2001, Joseph Stiglitz reçoit des mains du roi Carl XVI Gustaf de Suède le prix Nobel de science économique.

moyens de conserver les gigantesques déficits qui font que le système financier permet aux États-Unis de vivre année après année bien au-dessus de leurs moyens, pendant que leur département du Trésor, année après année, fait la leçon aux autres pour leur expliquer qu'eux ne le peuvent pas. [...] Quelle étrange planète que la nôtre où, de fait, les pays pauvres subventionnent le plus riche, qui se trouve être aussi parmi les plus avares pour aider le monde... » (284).

Étrange planète en effet, mais la lecture de Joseph Stiglitz nous incite vivement à ne pas répéter ni prolonger les désastreuses expériences ultra-libérales et à réaffirmer le rôle éminent de l'État pour le développement économique et pour le libre commerce entre les hommes.

Sylvie FERNOY

□ (1) Joseph E. Stiglitz, « La Grande désillusion », Fayard, 2002 (prix franco : 20 €). Réédition Le Livre de poche, 2003 (prix franco : 9 €). Cf. *Royaliste* n° 795.

□ (2) « The Roaring Nineties », titre de l'édition américaine fort bien traduite par Paul Chemla : Joseph E. Stiglitz, « Quand le capitalisme perd la tête », Fayard, 2003, prix franco : 20 €. Les citations accompagnées d'un numéro de page sont extraites de cet ouvrage de même que les mots placés entre guillemets.

□ (3) cf. Michel Henochsberg, « La Place du marché », Denoël, 2001, prix franco : 24 €. Et notre analyse dans *Royaliste* n° 812.

Épées

Longtemps, très longtemps, nous avons espéré trouver des interlocuteurs au sein même de notre famille politique. Certains débats spécifiques, intimes, nous manquaient. Nous rêvions d'une publication écrite par des cousins plus ou moins éloignés, qui seraient comme nous (par la fidélité dynastique) mais qui ne veraient pas les choses comme nous parce qu'ils auraient d'autres références, d'autres expériences.

Eh bien, ils sont là. Ils éditent une revue trimestrielle, fort élégante et sérieusement pensée (1). *Les Épées* font manifestement référence à Roger Nimier mais il serait présomptueux d'en faire les héritiers des « hussards ». Les étudiants, les universitaires et les jeunes journalistes qui animent la revue semblent d'ailleurs rebelles à tout étiquetage. Ils se réclament de Pierre Boutang, citent Léon Bloy, rendent hommage à René Fallet. Ils consacrent beaucoup plus de place que nous au cinéma et à la littérature. Leur « souverainisme » est plus solidement étayé que dans d'autres publications. Leur dossier sur l'éducation du souverain mérite d'être conservé. Les pages consacrées aux pamphlétaires sont instructives et divertissantes.

Sommes-nous toujours d'accord ? Non pas toujours. Mais il y a matière à discussion, à polémiques peut-être. Nous y sommes prêts.

Jacques BLANGY

(1) *Les Épées*, trimestriel royaliste, novembre 2003, n° 10, prix franco 5 €.

L'épreuve du nihilisme

Après la chute du soviétisme et de ses dérivés, faisons-nous l'expérience d'une nouvelle forme de nihilisme aussi ravageuse pour les esprits que pour les corps ? Si tel est le cas, est-il possible de résister à la logique de l'anéantissement ?

L'épreuve, c'est la souffrance. C'est aussi l'expérience qui permet de découvrir en soi une force qui permettra de triompher du mal ou du malheur – à la manière dont on éprouve la résistance d'un matériau en lui tapant dessus.

Depuis le commencement du monde l'homme est à l'épreuve, par sa démarche propre ou par le fait d'autrui. Épreuve de l'angoisse métaphysique, de la violence, de la maladie, de la mort... Tout cela est archiconnu.

Mais voici du nouveau. L'épreuve que nous traversons pourrait bien être la dernière – celle de l'anéantissement des hommes et de la destruction du monde. Nietzsche annonçait à la fin du XIX^e siècle que l'Europe allait basculer dans le nihilisme qui serait l'aboutissement de la volonté de toujours plus de puissance. Les deux guerres mondiales et les totalitarismes ont donné de la réalité à cette prophétie. Mais comme le philosophe au marteau annonçait que l'épreuve du nihilisme durerait deux siècles, nous manquons du recul nécessaire à la vérification de ce qu'il faut encore considérer comme une hypothèse.

Certes, l'effondrement du système soviétique a semblé donner tort aux pessimistes absolus. Ne nous annonçait-on pas, depuis les États-Unis, une heureuse fin de l'histoire dans l'économie de marché ? Très vite, les ravages de l'ultra-concurrence ont dissipé cette

illusion et nous obligent à repenser la question du nihilisme.

C'est ici que Stanko Cerovic intervient. Directeur de la rédaction serbo-croate de Radio France international, l'homme est connu mais pas reconnu par les directeurs de l'opinion parisienne. Natif du Monténégro, il est catalogué serbe et insulté comme tel par les bien-pensants. Opposant à Tito et à Milosevic, il a dénoncé l'agression de l'Otan contre la Yougoslavie, vécue à Belgrade sous les bombes. Nous avons admiré son premier livre (1). Le deuxième est non moins remarquable, en raison du caractère aventureux de la démarche et de la singularité de l'expérience que Stanko Cerovic est en train de vivre (2).

Ce « dissident de l'Est » est resté dissident dans notre occident soumis à l'invisible main de fer du marché alors que tant d'autres, parmi ceux qui avaient résisté à l'empire soviétique, s'installaient confortablement dans les palais présidentiels et les ministères. Cette attitude résolument critique lui vaut le silencieux mépris des intellocrates dont il dévoile la misérable mais très rentable tactique : « être toujours au pouvoir, mais toujours avec l'air rebelle ».

Condamné à l'isolement, et lourd de son expérience historique, Stanko Cerovic est parti quant à lui à l'aventure, avec en tête une idée folle : « vérifier si le monde, tel qu'il se présente aujourd'hui, peut être ramené à un poème méta-

physique dans le cœur des hommes, comme autrefois ».

Le voyage est une descente aux enfers modernes et post-modernes : enfermements totalitaires, séduisante bêtise de la propagande ultra-libérale ; destructions provoquées par la démesure occidentale dans l'ordinaire des jours mais aussi par les faux humanistes quand ils donnent libre cours à la pulsion de mort ; travail acharné de destruction des corps, des esprits, des symboles, des identités ; récupération cynique des contestataires écologistes et altermondialistes. Telle est bien l'épreuve du nihilisme : la rupture de tous les liens, si radicale que même les ombres « maigrissent » comme le dit Dante.

N'y aurait-il plus rien à faire ? N'aurions-nous « pas le choix » comme on nous le répète du matin au soir ? Stanko Cerovic affirme qu'il y a un possible salut pour la terre et un espoir en l'homme s'il garde mémoire, s'il reconnaît la beauté, s'il continue d'aimer sa langue ou ses langues.

Justement, l'auteur nous dit qu'il a écrit directement en français car « aucune autre langue n'a mené aussi longtemps une lutte aussi acharnée contre l'hypocrisie ». Il se peut que les ombres maigrissent mais, dès les premières pages, il est clair que les résistants auront le dernier mot.

Maria DA SILVA

(1) Stanko Cerovic, « Dans les griffes des humanistes », Climats, 2001, prix franco : 22 €. Cf. notre critique dans *Royaliste* n° 780.

(2) Stanko Cerovic, « Comment maigrissent les ombres », Climats, 2003, prix franco : 20 €.

À propos de Carl Schmitt

La pensée de Carl Schmitt est, depuis quelques temps, de retour. En dépit de l'attitude de l'éminent professeur de Droit dans les premières années du pouvoir nazi, on ne peut s'empêcher de voir dans quelques-unes de ses idées-force un puissant éclairage pour comprendre la politique là où elle nous jette ses défis à la figure. La notion de *décision* est capitale pour comprendre ce qu'est l'État, qui, d'évidence, ne se réduit pas à une instance de délibération sur ce qu'il convient de faire, surtout en période d'extrême péril. La notion d'*ennemi* est aussi un point de repère essentiel, parce qu'en dépit des illusions pacifistes, la politique est nécessairement de nature polémique. Il y a déjà bien longtemps que Julien Freund s'était employé à restaurer ces concepts, en montrant combien la pensée de Carl Schmitt échappait aux stigmatisations sommaires. Ce faisant, il trouvait le plein accord de Raymond Aron qui éprouvait le plus vif intérêt pour l'auteur du *Nomos de la Terre* et lui attribuait un génie analogue à celui de Max Weber, là où l'extrême compétence scientifique appelle l'éclosion d'une philosophie.

Il n'empêche que comme pour Heidegger – et bien que la question se pose dans des termes très différents – la participation à un organisme officiel sous direction nazie demeure comme une écharde dans la chair d'un auteur considérable. Lui-même, d'ailleurs, souffrit cruellement du soupçon dont il fit l'objet et sa mise en accusation, à la fin de la guerre, constitua un moment d'interrogation où l'intimité est atteinte avec la responsabilité professionnelle. Dans un poème écrit pour ses soixante ans (en juillet 1948) il récapitule les terreurs qu'il a endurées, et dont le pire ne vient pas de l'ennemi extérieur, brun, rouge ou diapré (c'est-à-dire américain) mais d'une intériorité violente. Sa foi catholique lui est seule voie de salut. Précisément, il nous importe que sur ce moment décisif nous ayons toutes les précisions désirables, grâce à André Doremus, spécialiste de Carl Schmitt au savoir sans défauts.

Nous lui devons une édition critique d'un texte très personnel du penseur, écrit à la manière d'un journal dans les années 1945-1948. Son commentaire aigu, qui ne nous laisse dans l'ignorance d'aucune référence et ne nous abandonne à aucune énigme, a valeur d'essai biographique et philosophique, non dépourvu de ressort dramatique. Oh, sans aucun doute, Carl Schmitt, dans ses épreuves, ne saurait être comparé à nulle victime de l'horreur qui s'est abattue sur le monde. Il n'en est pas moins mis à nu, dans la solitude d'une cellule, confronté à lui-même et au destin d'un monde qui lui échappe, après qu'il eut vainement tenté de lui offrir la protection d'un droit, forgé à l'expérience de l'histoire et dans l'émergence de l'État moderne. Il lui a fallu s'expliquer sur ces trois années où il bénéficia de la confiance de Hans Frank pour présider aux destinées du droit allemand. Terrible illusion de celui qui a cru pouvoir « orienter de l'intérieur le cours politique d'un Mouvement

et d'un Parti qu'il estimait vide de pensée, de manière à imprimer à l'Allemagne l'unité spirituelle dont elle fut privée depuis la Réforme ».

Qu'importe que sa bonne foi ait été reconnue par un Raymond Aron qui écrit dans ses *Mémoires* que cet homme de haute culture ne pouvait être, par principe, hitlérien ! En 1945, il doit néanmoins subir l'interrogatoire, dur et infamant, d'un collègue. En situation d'infériorité, comment faire comprendre que c'est l'histoire qui l'a pris en porte à faux ? À son interlocuteur, Carl Schmitt avoue qu'il fut l'otage d'une dictature imprévisible : « Vous ne connaissiez pas de dictature ? – Non, cette dictature totale était en fait quelque chose de nouveau. La méthode de Hitler était nouvelle. Il n'y avait qu'un parallèle, c'était la dictature bolchevique de Lénine. » On ne peut donc s'étonner que dans son désarroi, le penseur ne se mette pas en accusation. Il ne se sent rien de commun avec un régime dont il n'a pas deviné la perversité. S'il est enclin à se « victimiser », ce n'est nullement en raison d'une réaction compulsive de déculpabilisation. L'intérêt du texte *Ex Captivitate Salus*,

écrit plus pour entrer en lui-même que pour se justifier, vient d'une hauteur de vue qui permet à la fois une plongée introspective et une mise en perspective de son domaine de recherche.

André Doremus explique le fond des choses, d'une sûre intuition : « Carl Schmitt, lui-même maintenant emprisonné par la nouvelle autorité occupante, américaine, n'y tient plus ! On le méconnaît ou plutôt, on méconnaît ce qu'il représente, lui, et donc dans ce contexte qui ne lui apprend rien sur l'hostilité des hommes, mais où il se trouve directement, personnellement, pris à partie comme il ne le fut jamais dans la dictature des Lémures, il laissera parler la seule protestation dont il soit humainement capable sans renier ses engagements du premier jour, bien avant même la première guerre.

Il parlera devant lui-même, devant l'Allemagne, devant le monde où il a diffusé son savoir. » Curieusement, il se reconnaît dans l'exemple de Tocqueville, qu'il présente, de façon inattendue, comme un vaincu de son espèce. Mais un vaincu à la lucidité prophétique. C'est donc que lui-même, rejeté par l'histoire, n'en persiste pas moins à projeter sur l'avenir une perspicacité que l'on finira par reconnaître. Ce n'est pas en historien qu'il présente ses titres de crédibilité, mais en spécialiste du droit qui reconnaît en Jean Bodin et Thomas Hobbes ses prédécesseurs. Le premier a mis en évidence « le concept décisif de jus publicum Europaeum ». Le second a saisi la nature du Leviathan moderne. Déjà homme des Lumières, son rationalisme n'est pas arrogant : « Il est, écrit Schmitt, un fruit amer, cueilli dans la crainte et l'inquiétude, le fruit d'une époque de guerres civiles confessionnelles et de la volonté meurtrière d'avoir raison. » Suit une somptueuse réflexion sur la puissance spirituelle, héritée de l'Église, de ces artisans de l'État moderne. Si Carl Schmitt s'inscrit dans leur sillage, c'est avec la conscience d'une mission irrémédiable qu'il assume avec sa grâce propre. De Hobbes il a hérité la rationalité scientifique, de Bodin il garde la piété fervente. Par l'entremise d'André Doremus, nous pouvons aller jusqu'au bout de la saisie de cette situation sans équivalent : « Je suis un théologien de la jurisprudence. » Voilà qui nous incite à en savoir beaucoup plus sur une pensée que les malheurs du vingtième siècle n'ont pas privée de son énigmatique pertinence.

■ Carl Schmitt, « *Ex Captivitate Salus – Expérience des années 1945-1947* ». Textes présentés, traduits et annotés par André Doremus, Vrin éditeur, prix franco : 32 €.

par Gérard Leclerc



L'île

Bruno Fuligni auquel nous devons une recension des « monarchies privées » (1) est un amateur d'histoires insolites. Il nous offre aujourd'hui celle d'une « île à éclipses » (2), l'île Julia au sud de la Sicile. D'origine volcanique, cette terre est apparue à plusieurs reprises au cours des siècles. En 1831, elle nous a même fait friser une guerre navale entre la France, l'Angleterre et le royaume des Deux-Siciles, les trois puissances en revendiquant la propriété. Le conflit ne fut évité que parce que, après cinq mois d'existence, son objet disparut dans les flots... Quelques mois auparavant, à l'initiative de Louis-Philippe, une mission scientifique était allée l'étudier. Évoquée par Alexandre Dumas, visitée par Walter Scott, notre île à éclipses ne pouvait manquer d'intriguer Jules Verne et nous la retrouvons dans les *Voyages extraordinaires* et dans *Les mirifiques aventures de Maître Antifer*. L'île est ensuite peu à peu retombée dans l'oubli.

Mais l'histoire n'est pas terminée. Depuis quelques années l'île remonte et s'approche de la surface à tel point qu'en 1987 un avion américain de l'Otan la bombarde, l'ayant prise pour un sous-marin libyen ! Le conflit est prêt à rebondir : en 2000, les Italiens prenant les devants ont fait poser par une équipe de plongeurs une plaque de marbre revendiquant leur propriété. Affaire à suivre...

Yvan AUMONT

❑ (1) Bruno Fuligni - « *L'État c'est moi* » - Éd. de Paris, 1997 - prix franco : 20 €.

❑ (2) Bruno Fuligni - « *L'île à éclipses* » - Éd. de Paris - prix franco : 13 €.

L'abbé Mugnier, vicaire à Notre-Dame des lettres et apôtre du Pardon

En 1958, le *Mercure de France* publiait *Le Journal de l'abbé Mugnier agrémenté d'une splendide préface de Ghislain de Diesbach*. Ce dernier vient de la compléter par une non moins étincelante biographie de ce pittoresque ecclésiastique.

Arthur Mugnier (1853-1944) né dans la partie la plus obscure du château de Lubersac où son père exerçait les fonctions de factotum du marquis des lieux se fait prêtre moins par vocation que pressé par sa mère désirant le voir « établi ». De ses études au séminaire il ne retiendra que leur médiocrité, de là son peu de considération pour la hiérarchie catholique. Vicaire de deux paroisses parisiennes, un temps professeur, il ne s'entendait jamais avec ses curés effarouchés par ses vues audacieuses sur la façon d'exercer son ministère, sans compter quelques maladresses ou imprudences qui conduisirent l'évêché de Paris à lui confier l'humble mission d'aumônier d'un couvent de religieuses.

« Enfin libre » aurait-il pu s'écrier, mais il reste prêtre. « Il a une foi sincère, il ne se soucie pas d'en approfondir la légitimité ». Bien que le célibat lui pèse, il reste de mœurs irréprochables partageant son temps libre entre la littérature et le confessionnal. Il aimait Chateaubriand à la passion, Goethe, Georges Sand, séduit par « sa prose pulpeuse et ardente ». En confessionnal il pardonne tout, absout toutes les fautes même celles des « femmes hystériques, scrupuleuses, bavardes, désœuvrées » qui l'assaillent. « Oui, je suis très prompt à soupçonner le bien ». La réputation de ce psychologue avant l'heure, qui a compris avant Freud la place que tient la sexualité dans le comportement

humain, se répand dans les beaux quartiers dont il devient le confesseur. Il est introduit dans la haute société et G. de Diesbach peut écrire « C'est ainsi qu'à partir de 1910 il est devenu une des figures les plus célèbres du Tout-Paris » et, dans son journal, l'abbé note « *Jamais prêtre ne mangea plus en ville que moi. Je dissipe mon âme à pleine assiette.* »

Autour d'une table, dans un salon, il brille par son esprit, ses « mots » sont célèbres mais il est sans illusion sur le monde qu'il fréquente, superficiel et frivole et dont la médisance forme l'essentiel des conversations. Reste qu'en ces lieux, il côtoie les écrivains du temps, les plus connus ; la liste est impressionnante, l'intelligence est alors au rendez-vous à défaut de la charité entre confrères. La description que l'auteur fait de ce milieu est splendide. Des portraits : tel celui de Léon Bloy, un pur chef d'œuvre d'une étourdissante virtuosité, celui du couple Maritain un peu rosse peut-être ? Un absolu régal de lecture gâché malheureusement, trop souvent, par des fautes d'impression qui, telle celle qui apparaît au dernier paragraphe de la page 317, tourne au grotesque.

Dans ces hauts lieux de l'esprit l'abbé reste encore prêtre, son action évangélique s'exerce parfois de façon spectaculaire avec la conversion d'Huysmans mais se fait aussi discrète avec non moins de succès. Ses mérites furent alors reconnus par ses pairs, la hiérarchie et les autorités. S'il admirait Maurras

l'écrivain - il avait lu *Anthinea* au pied de l'Acropole - ce légitimiste très germanophile n'aimait pas le doctrinaire. Ce dernier, afin de régler un problème personnel, avait demandé son intervention ; avec courtoisie et efficacité il s'était acquitté de sa délicate mission. En remerciement, le directeur de l'Action Française, sachant les liens d'amitié qui l'avaient uni à Flaubert, lui adressa la plaquette qu'il venait d'écrire sur l'auteur de *Madame Bovary* avec cet envoi « *A Monsieur l'abbé Mugnier, aumônier général de nos lettres* ». Aussitôt écrite, aussitôt connue, aussitôt adoptée par Paris, la dédicace avait comblé d'aise l'abbé qui, entre temps, avait été nommé chanoine de cinq ou six cathédrales et fait chevalier de la Légion d'honneur par la République laïque et anticléricale.

Mais il faut définitivement tourner la page. Février 1944, 91 ans, aveugle, un malaise. Au prêtre qui l'assiste et lui dit qu'il allait bientôt connaître ce Dieu qu'il n'a pas si mal servi, Arthur Mugnier fait cet étrange réponse : « *Sait-on jamais ?* » Par contre, une qui ne doute pas c'est sa vieille servante qui, lui fermant les yeux et sachant l'admiration de son maître pour Chateaubriand eut ce mot « *Ah, Monsieur le chanoine va être bien content, il va pouvoir enfin, faire connaissance de Monsieur le vicomte* ».

Michel FONTAURELLE

❑ Ghislain de Diesbach - « *L'abbé Mugnier - Le confesseur du Tout-Paris* », Éd. Perrin, prix franco : 21,50 €.

Nota - Le titre de cet article « *Vicaire à Notre-Dame des Lettres et Apôtre du Pardon* » est celui de la nécrologie que lui consacra Lucien Descave dans *Comœdia* au moment de sa mort.

Cadeaux de Noël

Notre service librairie vous fait quelques suggestions pour vos cadeaux de Noël (tous les prix sont indiqués avec les frais de port compris) :

- Isabelle, comtesse de Paris - **L'album de ma vie** - 26 €. 112 pages, plus de 230 photos. Un bel album accompagné d'un allègre commentaire.
- Xavier Walter - **Henri, comte de Paris (1908-1999), Un roi pour la France** - 45 €. Une biographie très complète de ce grand prince.
- Henri, comte de Paris - **L'Histoire en héritage** - 21 €. L'actuel comte de Paris nous livre ses souvenirs.
- Aimé Richardt - **Les savants du Roi-Soleil** - 25 €. Le Grand siècle ne fut pas seulement celui des Lettres et des Beaux-Arts...
- François-Marin Fleutot - **Les Mythes du Seigneur des Anneaux** - 15,50 €. Vient de paraître juste au moment de la sortie du film sur « Le retour du Roi ».
- Bertrand Dumas-de Mascarel - **Quand il avait 12 ans, Saint Louis** - 9 €. Ce roman destiné aux jeunes adolescents leur dessine un portrait de Saint Louis à 12 ans, l'année de son sacre.
- Chantal de Badts - **Le Petit Gotha 2002** - 63 €. Véritable Who's who des familles royales ou impériales d'Europe.

➤ **En plus de ces quelques suggestions, n'oubliez pas que le service librairie peut vous fournir TOUS les livres que vous désirez, sous réserve qu'ils soient encore disponibles chez les éditeurs.**

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

- ▶ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

- ▶ Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.
- ▶ Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.
- ▶ Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.
- ▶ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ▶ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 27 et 28 mars 2004. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 27 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "La construction européenne" et, d'autre part, "La politique de l'énergie".

Merci de noter cette date sur vos agendas.

INTERNET

Notre « liste de diffusion » sur internet permet d'être régulièrement et rapidement tenu au courant des activités royalistes. Des centaines de personnes y sont maintenant inscrites.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un courriel à notre adresse : NouAcRoyal@aol.com en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique. Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

▶ D'autre part, nous essayons de constituer un annuaire, le plus complet possible, des sites internet concernant les monarchies et monarchistes des pays étrangers, ainsi que, d'une manière plus générale tous les sites qui touchent au royalisme. Faites-nous part de vos trouvailles en ce domaine.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredis 24 et 31 décembre** - Pas de conférence en raison des vacances de Noël.
● **Reprise le mercredi 7 janvier** où nous recevons Emmanuel Waresquiel pour sa biographie de Talleyrand.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Échec à Bruxelles

L'échec du sommet de Bruxelles n'est pas surprenant : il s'inscrit dans la suite logique des précédents bricolages institutionnels par lesquels on tentait de résoudre l'imbricatio juridico-politique présenté comme « construction européenne ».

On craignait, à juste titre, que l'élargissement de l'Union alourdisse les structures de ce que M. Védrine décrivait comme une « usine à gaz » et rende encore plus difficiles les décisions. Après le ratage du traité d'Amsterdam, on inventa au fil de marchandages brouillons et cyniques les mécanismes compliqués et auto-paralysants qui figurent dans le traité de Nice. Une fois installés dans l'impasse, on décida d'en sortir par la surenchère : un nouveau traité, abusivement présenté comme « constitution », par lequel on prétendait simplifier (par le système de la double majorité) et alléger (par la réduction du nombre des commissaires européens) les organes de l'Union.

Sous l'égide de M. Giscard d'Estaing, parut une synthèse des erreurs, des échecs, des confusions initiales et des aberrations idéologiques qui avaient été mâchés et remâchés lors des précédentes « conférences intergouvernementales ». On nous conta mille merveilles...

Or l'échec de Bruxelles signifie qu'il n'est plus possible de reporter de traité en traité les questions fondamentales en espérant les noyer finalement dans un nouveau consensus riche des ambiguïtés qui compensent les concessions faites et autorisent toutes les arrière-pensées. Le 13 décembre, les dirigeants euro-

péens ont buté sur la réalité de l'Europe : les nations qui la constituent, les États qui organisent ces nations selon divers principes de légitimation populaire. Il est donc inutile d'accuser les « petits » pays, ou les « grands » - inutile de s'acharner sur M. Berlusconi qui personifie la négation de toutes les « valeurs » dont on a tant parlé dans le cénacle giscardien.

Cela dit, nul ne saurait se réjouir de l'échec prévisible et prévu du sommet de Bruxelles. Ce n'est pas la défaite des



fédéralistes européens : cette tendance fort active sous la IV^e République est aujourd'hui réduite à une poignée de sympathiques utopistes très éloignés des organes de décision ou d'indécision. Les oligarques de l'ouest européen ne sont ni fédéralistes, ni confédéralistes, ni libéraux : l'empilement de structures sur divers fragments d'espace (zone euro, territoires de l'Union...) assure discrètement la promotion efficace de leurs intérêts - l'idéologie ultralibérale n'étant que l'instrument de leur puissance.

L'Europe en tant que telle n'est pas l'objectif de l'oligarchie, ni même son « supplément d'âme » comme on disait naguère. L'oli-

garchie ne vise d'ailleurs aucun objectif politique : elle vit et prospère dans l'espace atlantique (Washington, Wall Street, Paris, Berlin, Londres, Tokyo), regarde la Pologne, la République tchèque et la Hongrie comme d'utiles glaces, considère la Russie comme un pays barbare ; les pays balkaniques et la Roumanie sont rangés parmi les pays de sauvages. D'où le projet de *coopérations renforcées* à l'intérieur d'un club de riches qui transparaît dans le schéma imbécile d'une « Europe à plusieurs vitesses ».

L'échec de Bruxelles ne dérange pas les situations acquises, n'affaiblit en rien les puissances établies et n'arrêtera pas une seconde les opérations qui visent à désintégrer les nations et à déstructurer leurs économies : sous l'impulsion du Conseil européen et de la Commission, on va continuer à privatiser, à réduire les budgets sociaux, à compresser les salaires, à licencier massivement. Bien entendu, on continuera de fournir aux médias des poses nobles et des déclarations solennelles sur l'Europe citoyenne. Mais nul n'ignore, dans les hautes sphères, que les peuples européens se moquent des systèmes de double ou de triple majorité comme de l'élection de M. Giscard d'Estaing à l'Académie française.

Alors ? Alors l'Europe est à reconstruire, avec tous les citoyens européens, mais sans les oligarques et contre eux. Dans la perspective gaullienne, nous avons toujours le projet d'une Europe confédérale, union d'États souverains. Nous en précisons la forme au printemps prochain.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sur le traité de Nice, cf. les éditoriaux des numéros 761 et 763 ; sur le nouveau projet de traité, cf. l'analyse critique de Sylvie Fernoy dans le numéro 822.